

# LEGGI E DECRETI PRESIDENZIALI

## DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

11 febbraio 1987, n. 184.

Esecuzione del protocollo di emendamento della convenzione internazionale di Ramsar del 2 febbraio 1971 sulle zone umide di importanza internazionale, adottato a Parigi il 3 dicembre 1982.

### IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 6 febbraio 1987;

Sulla proposta del Ministro degli affari esteri, di concerto con i Ministri del bilancio e della programmazione economica, del tesoro, dell'agricoltura e delle foreste e dell'ambiente;

EMANA

il seguente decreto:

Art. 1.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di emendamento alla convenzione internazionale di Ramsar del 2 febbraio 1971 sulle zone umide di importanza internazionale, adottato a Parigi il 3 dicembre 1982, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 6 del protocollo medesimo.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 febbraio 1987

COSSIGA

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

ROMITA, *Ministro del bilancio e della programmazione economica*

GORIA, *Ministro del tesoro*

PANDOLFI, *Ministro dell'agricoltura e delle foreste*

DE LORENZO, *Ministro dell'ambiente*

Visto, il Guardasigilli: ROGNONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 aprile 1987  
Atti di Governo, registro n. 64, foglio n. 29

## LE PARTIES CONTRACTANTES

Considérant que l'efficacité de la convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine adoptée à Ramsar le 2 février 1971 (appelée ci-après "la convention") requiert d'augmenter le nombre de parties contractantes;

Consciente de ce que l'addition de versions authentiques faciliterait une participation plus large à la convention;

Considérant, de plus, que le texte de la convention ne prévoit pas de procédure d'amendement, ce qui rend difficile tout amendement du texte qui pourrait être jugé nécessaire;

Sont convenues de ce qui suit:

### Article 1.

L'article suivant sera inséré entre l'article 10 et l'article 11 del convention;

#### "Article 10-bis.

1. La présente convention peut être amendée à une réunion des parties contractantes convoquée à cet effet en conformité avec le présent article.

2. Des propositions d'amendement peuvent être présentées par toute partie contractante.

3. Le texte de toute proposition d'amendement et les motifs de cette proposition sont communiqués à l'organisation ou au gouvernement faisant office de bureau permanent au sens de la convention (appelé(e) ci-après "le bureau"), et sont communiqués par le bureau sans délai à toutes les parties contractantes. Tout commentaire sur le texte émanant d'une partie contractante est communiqué au bureau dans les trois mois suivant la date à laquelle les amendements ont été communiqués aux parties contractantes par le bureau. Le bureau, immédiatement après la date limite de présentation des commentaires, communique aux parties contractantes tous les commentaires reçus à cette date.

4. Une réunion des parties contractantes en vue d'examiner un amendement communiqué en conformité avec le paragraphe 3 est convoquée par le bureau à la demande écrite d'un tiers du nombre des parties contractantes. Le bureau consulte les parties en ce qui concerne la date et le lieu de la réunion.

5. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des parties contractantes présentes et votantes.

6. Lorsqu'il a été adopté, un amendement entre en vigueur, pour les parties contractantes qui l'ont accepté, le premier jour du quatrième mois suivant la date à laquelle deux tiers des parties contractantes ont déposé un

instrument d'acceptation auprès du depositaire. Pour toute partie, contractante qui dépose un instrument d'acceptation après la date à laquelle deux tiers des parties contractantes ont déposé un instrument d'acceptation, l'amendement entre en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant la date du dépôt de l'instrument d'acceptation de cette partie."

#### Article 2.

Les mots "le texte anglais servant de référence en cas de divergence d'interprétation" contenus dans la clause qui suit l'article 12 de la convention, sont remplacés par les mots "tous les textes étant également authentiques".

#### Article 3.

Le texte corrigé de la version originale française de la convention est reproduit en annexe au présent protocole.

#### Article 4.

Le présent protocole sera ouvert à la signature à partir du 3 décembre 1982 au siège de l'Unesco à Paris.

#### Article 5.

1. Tout état visé à l'article 9, paragraphe 2 de la convention peut devenir partie contractante au protocole par:

- a) signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation;
- b) signature soumise à ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation;
- c) adhésion.

2. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion sont effectuées par le dépôt d'un instrument de ratification, acceptation, approbation ou adhésion auprès du directeur général de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (appelée ci-après "le depositaire").

3. Tout état qui devient partie contractante à la convention après l'entrée en vigueur du présent protocole est considéré comme étant partie à la convention telle qu'amendée par le protocole, à la moins qu'il n'ait exprimé une intention différente au moment du dépôt de l'instrument auquel l'article 9 de la convention se réfère.

4. Tout état qui devient partie contractante au présent protocole sans être partie contractante à la convention, est considéré comme partie à la convention telle qu'amendée par le présent protocole, et ce, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent protocole pour cet état.

#### Article 6.

1. Le présent protocole entre en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant la date à laquelle deux tiers des états qui sont parties contractantes à la convention à la

date à laquelle le présent protocole est ouvert à la signature l'ont signé sans réserve de ratification, acceptation ou approbation, ou l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré.

2. En ce qui concerne tout état qui devient partie contractante au présent protocole après la date de son entrée en vigueur de la manière décrite aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5 ci-dessus, le protocole entre en vigueur à la date de sa signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation, ou de sa ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

3. En ce qui concerne tout état qui devient partie contractante au présent protocole de la manière décrite aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5 ci-dessus pendant la période allant de l'ouverture du présent protocole à la signature à son entrée en vigueur, le présent protocole entre en vigueur à la date déterminée par le paragraphe (1) ci-dessus.

#### Article 7.

1. Le texte original du présent protocole en langues anglaise et française, chacune de ces versions étant également authentique, sera déposé auprès du depositaire qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les états qui l'auront signé ou qui auront déposé un instrument d'adhésion.

2. Le depositaire informera dès que possible toutes les parties contractantes à la convention et tous les états qui ont signé et ont accédé au présent protocole:

- a) des signatures du présent protocole;
- b) du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent protocole;

#### ANNEXE/ANNEX

TEXTE CORRIGE DE LA VERSION ORIGINALE FRANCAISE  
CORRECTED TEXT OF THE FRENCH ORIGINAL VERSION

*Convention relative aux zones humides  
d'importance internationale  
particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau*

LES PARTIES CONTRACTANTES.

Reconnaissant l'interdépendance de l'homme et de son environnement,

Considérant les fonctions écologiques fondamentales des zones humides en tant que régulateurs du régime des eaux et en tant qu'habitats d'une flore et d'une faune caractéristiques et, particulièrement, des oiseaux d'eau,

Convaincus que les zones humides constituent une ressource de grande valeur économique, culturelle, scientifique et récréative, dont la disparition serait irréparable,

Désireuse d'enrayer, a présent et dans l'avenir, les empietements progressifs sur ces zones humides et la disparition de ces zones,

Reconnaissant que les oiseaux d'eau, dans leurs migrations saisonnières, peuvent traverser les frontières et doivent, par conséquent, être considérés comme une ressource internationale,

Persuadées que la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune peut être assurée en conjuguant des politiques nationales a long terme a une action internationale coordonnée,

Son convenues de ce qui suit:

#### Article premier.

1. Au sens de la présente convention, les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres.

2. Au sens de la présente convention, les oiseaux d'eau sont les oiseaux dont l'existence dépend, écologiquement, des zones humides.

#### Article 2.

1. Chaque partie contractante devra désigner les zones humides appropriées de son territoire à inclure dans la liste des zones humides d'importance internationale, appelée ci-après "la liste", et qui est tenue par le bureau institué en vertu de l'article 8. Les limites de chaque zone humide devront être décrites de façon précise et reportées sur une carte, et elles pourront inclure des zones de rives ou de côtes adjacentes à la zone humide et des îles ou des étendues d'eau marine d'une profondeur supérieure à six mètres à marée basse, entourée par la zone humide, particulièrement lorsque ces zones, îles ou étendues d'eau ont de l'importance en tant qu'habitat des oiseaux d'eau.

2. Le choix des zones humides à inscrire sur la liste devrait être fondé sur leur importance internationale au point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique. Devraient être inscrites, en premier lieu, les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toutes saisons.

3. L'inscription d'une zone humide sur la liste est faite sans préjudice des droits exclusifs de souveraineté de la partie contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve située.

4. Chaque partie contractante désigne au moins une zone humide à inscrire sur la liste au moment de signer la convention ou de déposer son instrument de ratification ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'article 9.

5. Toute partie contractante a le droit d'ajouter à la liste d'autres zones humides situées sur son territoire, l'étendre celles qui sont déjà inscrites, ou pour des raisons

pressantes d'intérêt national, de retirer de la liste ou de réduire l'étendue des zones humides déjà inscrites et, le plus rapidement possible, elle informe de ces modifications l'organisation ou le gouvernement responsable des fonctions du bureau permanent spécifiées par l'article 8.

6. Chaque partie contractante tient compte de ses engagements, sur le plan international, pour la conservation, la gestion, et l'utilisation rationnelle des populations migratrices d'oiseaux d'eau, tant lorsqu'elle désigne les zones humides de son territoire à inscrire sur la liste que lorsqu'elle exerce son droit de modifier ses inscriptions.

#### Article 3.

1. Les parties contractantes élaborent et appliquent leurs plans d'aménagement de façon à favoriser la conservation des zones humides inscrites sur la liste et, autant que possible, l'utilisation rationnelle des zones humides de leur territoire.

2. Chaque partie contractante prend les dispositions nécessaires pour être informée dès que possible des modifications des caractéristiques écologiques des zones humides situées sur son territoire et inscrites sur la liste, qui se sont produites, ou sont en train ou susceptibles de se produire, par suite d'évolutions technologiques, de pollution ou d'une autre intervention humaine. Les informations sur de telles modifications seront transmises sans délai à l'organisation ou au gouvernement responsable des fonctions du bureau permanent spécifiées à l'article 8.

#### Article 4.

1. Chaque partie contractante favorise la conservation des zones humides et des oiseaux d'eau en créant des réserves naturelles dans les zones humides, que celles-ci soient ou non inscrites sur la liste, et pourvoit de façon adéquate à leur surveillance.

2. Lorsqu'une partie contractante, pour des raisons pressantes d'intérêt national, retire une zone humide inscrite sur la liste ou en réduit l'étendue, elle devrait compenser autant que possible toute perte de ressources en zones humides et, en particulier, elle devrait créer de nouvelles réserves naturelles pour les oiseaux d'eau et pour la protection, dans la même région ou ailleurs, d'une partie convenable de leur habitat antérieur.

3. Les parties, contractantes encouragent la recherche et l'échange de données et de publications relatives aux zones humides, à leurs flore et à leur faune.

4. Les parties contractantes s'efforcent, par leur gestion, d'accroître les populations d'oiseaux d'eau sur les zones humides appropriées.

5. Les parties contractantes favorisent la formation de personnel compétent pour l'étude, la gestion et la surveillance des zones humides.

## Article 5.

Les parties contractantes se consultent sur l'exécution des obligations découlant de la convention, particulièrement dans le cas d'une zone humide s'étendant sur les territoires de plus d'une partie contractante ou lorsqu'un bassin hydrographique est partagé entre plusieurs parties contractantes.

Elles s'efforcent en même temps de coordonner et de soutenir leurs politiques et réglementations présentes et futures relatives à la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune.

## Article 6.

1. Les parties contractantes organisent, lorsqu'il est nécessaire, des conférences sur la conservation des zones humides et des oiseaux d'eau.

2. Ces conférences ont un caractère consultatif et elles ont notamment compétence:

- a) pour discuter de l'application de la convention,
- b) pour discuter d'additions et de modifications à apporter à la liste,
- c) pour examiner les informations sur les modifications des caractéristiques écologiques des zones humides inscrites dans la liste fournies en exécution du paragraphe 2 de l'article 3,
- d) pour faire des recommandations, d'ordre général ou particulier, aux parties contractantes, au sujet de la conservation, de la gestion et de l'utilisation rationnelle des zones humides, de leur flore et de leur faune,
- e) pour demander aux organismes internationaux compétents d'établir des rapports et des statistiques sur les sujets à caractère essentiellement international concernant les zones humides.

3. Les parties contractantes assurent la notification aux responsables, à tous les niveaux, de la gestion des zones humides, des recommandations de telles conférences relatives à la conservation, à la gestion et à l'utilisation rationnelle des zones humides et de leur flore et de leur faune, et elles prennent en considération ces recommandations.

## Article 7.

1. Les parties contractantes devraient inclure dans leur représentation à ces conférences des personnes ayant la qualité d'experts pour les zones humides ou les oiseaux d'eau du fait des connaissances et de l'expérience acquises par des fonctions scientifiques, administratives ou par d'autres fonctions appropriées.

2. Chacune des parties contractantes représentées à une conférence dispose d'une voix, les recommandations étant adoptées à la majorité simple des votes émis, sous réserve que la moitié au moins des parties contractantes prennent part au scrutin.

## Article 8.

1. L'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources assure les fonctions du bureau permanent en vertu de la présente convention, jusqu'au moment où une autre organisation ou un gouvernement sera désigné par une majorité des deux tiers de toutes les parties contractantes.

2. Les fonctions du bureau permanent sont, notamment:

- a) d'aider à convoquer et à organiser les conférences visées à l'article 6,
- b) de tenir la liste des zones humides d'importance internationale, et recevoir des parties contractantes les informations prévues par le paragraphe 5 de l'article 2, sur toutes additions, extensions, suppressions ou diminutions, relatives aux zones humides inscrites sur la liste,
- c) de recevoir des parties contractantes les informations prévues conformément au paragraphe 2 de l'article 3 sur toutes modifications des conditions écologiques des zones humides inscrites sur la liste,
- d) de notifier à toutes les parties contractantes toute modification de la liste, ou tout changement dans les caractéristiques des zones humides inscrites, et prendre les dispositions pour que ces questions soient discutées à la prochaine conférence,
- e) d'informer la partie contractante intéressée des recommandations des conférences en ce qui concerne les modifications à la liste ou les changements dans les caractéristiques des zones humides inscrites.

## Article 9.

1. La convention est ouverte à la signature pour une durée indéterminée.

2. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou toute partie au statut de la Cour internationale de justice peut devenir partie contractante à cette convention par:

- a) signature sans réserve de ratification,
- b) signature sous réserve de ratification, suivie de la ratification,
- c) adhésion.

3. La ratification ou l'adhésion seront effectuées par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ci-après appelée le "dépositaire").

## Article 10.

1. La convention entrera en vigueur quatre mois après que sept Etats seront devenus parties contractantes à la convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 9.

2. Par la suite, la convention entrera en vigueur, pour chacune des parties contractantes, quatre mois après la date de sa signature sans réserve de ratification, ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

## Article 11.

1. La convention restera en vigueur pour une durée indéterminée.

2. Toute partie contractante pourra dénoncer la convention après une période de cinq ans après la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour cette partie, en en faisant par écrit la notification au depositaire. La dénonciation prendra effet quatre mois après le jour où la notification en aura été reçue par le depositaire.

## Article 12.

1. Le positaire informera aussitôt que possible tous les Etats ayant signé la convention ou y ayant adhéré:

- a) des signatures de la convention,
- b) des dépôts d'instruments de ratification de la convention,
- c) des dépôts d'instruments d'adhésion a la convention,
- d) de la date d'entrée en vigueur de la convention,
- e) des notifications de dénonciation de la convention.

2. Lorsque la convention sera entrée en vigueur, le depositaire la fera enregistrer au secrétariat des Nations Unies conformément à l'article 102 de la charte.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente convention.

FAIT a Ramsar le 2 février 1971 en un seul exemplaire original dans les langues anglaise, française, allemande et russe, le texte anglais servant de référence en cas de divergence d'interprétation, lequel exemplaire sera confié au depositaire qui en délivrera des copies certifiées conformes à toutes les parties contractantes."

Visto, Il Ministro degli affari esteri  
ANDREOTTI

## TRADUZIONE NON UFFICIALE

## LE PARTI CONTRAENTI,

Considerando che, ai fini dell'efficacità della convenzione sulle zone umide d'importanza internazionale, in particolare quali habitat della selvaggina, adottata a Ramsar il 2 febbraio 1971 (qui di seguito designata "la convenzione"), sia necessario aumentare il numero delle Parti contraenti;

Consapevoli del fatto che l'aggiunta di versioni originali agevolerebbe una più vasta partecipazione alla convenzione;

Considerando, inoltre, che il testo della convenzione non prevede una procedura di emendamento, ciò che rende difficile qualsivoglia emendamento del testo che potrebbe essere ritenuto necessario;

Hanno convenuto quanto segue:

## Articolo 1.

Tra l'articolo 10 e l'articolo 11 della convenzione sarà inserito il seguente articolo:

## «Articolo 10-bis

1. La presente convenzione potrà essere emendata in una riunione delle Parti contraenti, a tal fine convocata in conformità al presente articolo.

2. Proposte di emendamenti potranno essere presentate da ciascuna Parte contraente.

3. Il testo di ogni proposta di emendamento e le motivazioni di detta proposta saranno comunicate all'organismo o al Governo facente funzione di ufficio permanente ai sensi della convenzione (qui di seguito denominata "l'ufficio"), e saranno immediatamente comunicate dall'ufficio a tutte le Parti contraenti.

Ogni osservazione concernente il testo, emanata da una Parte contraente, sarà comunicata all'ufficio nei tre mesi successivi alla data in cui gli emendamenti sono stati comunicati dall'ufficio alle Parti contraenti. L'ufficio, subito dopo la data limite di presentazione delle osservazioni, comunicherà alle Parti contraenti tutte le osservazioni ricevute fino a tal data.

4. L'ufficio convocherà, su richiesta scritta di un terzo del numero delle Parti contraenti, una riunione delle Parti contraenti, al fine di esaminare ogni emendamento comunicato in conformità al paragrafo 3. L'ufficio consulterà le Parti riguardo alla data ed al luogo della riunione.

5. Gli emendamenti saranno adottati alla maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti.

6. Dopo essere stato adottato, un emendamento entrerà in vigore, per le Parti contraenti che lo abbiano accettato, il primo giorno del quarto mese successivo alla data in cui due terzi delle Parti contraenti abbiano depositato uno strumento di accettazione presso il depositario. Per ciascuna Parte contraente che depositerà uno strumento di accettazione dopo la data alla quale due terzi delle Parti contraenti abbiano depositato uno strumento di accettazione, l'emendamento entrerà in vigore il primo giorno del quarto mese successivo alla data di deposito dello strumento di accettazione di detta Parte».

## Articolo 2.

Le parole «in caso di divergenze d'interpretazione, si dovrà far riferimento al testo inglese» contenute nella clausola successiva all'articolo 12 della convenzione, sono sostituite dalle parole «tutti i testi sono ugualmente autentici».

## Articolo 3.

Il testo riveduto della versione originale francese della convenzione è riprodotto in allegato al presente protocollo.

#### Articolo 4.

Il presente protocollo sarà aperto alla firma a partire dal 3 dicembre 1982 presso la sede dell'Unesco a Parigi.

#### Articolo 5.

1. Ogni Stato di cui all'art. 9, paragrafo 2 della convenzione, potrà divenire Parte contraente al protocollo mediante:

a) firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

b) firma sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione;

c) adesione.

2. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione avverranno mediante il deposito di uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione presso il direttore generale della Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura (qui di seguito denominata «il depositario»).

3. Ciascuno Stato che divenga Parte contraente alla convenzione, dopo l'entrata in vigore del presente protocollo, sarà considerato come Parte alla convenzione, così come emendata dal protocollo, a meno che non abbia manifestato una diversa intenzione al momento del deposito dello strumento cui si riferisce l'art. 9.

4. Ciascuno Stato che divenga Parte contraente al presente protocollo senza essere Parte contraente alla convenzione, sarà considerato come Parte alla convenzione, così come emendata dal presente protocollo, a partire dalla data di entrata in vigore per detto Stato del presente protocollo.

#### Articolo 6.

1. Il presente protocollo entrerà in vigore il primo giorno del quarto mese successivo alla data in cui due terzi degli Stati che sono Parti contraenti alla convenzione, alla data in cui il presente protocollo è aperto alla firma, l'abbiano firmato senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, o l'abbiano ratificato, accettato o approvato o vi abbiano aderito.

2. Nei confronti di ciascun Stato che divenga Parte contraente del presente protocollo, dopo la data della sua entrata in vigore secondo le modalità illustrate ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 5 summenzionato, il protocollo entrerà in vigore alla data della sua firma senza riserve di ratifica, di accettazione o di approvazione, o alla data della sua ratifica, accettazione o approvazione o adesione.

3. Nei confronti di ciascuno Stato che divenga Parte contraente al presente protocollo, secondo le modalità illustrate ai paragrafi 1 e 2 del precedente art. 5, durante il

periodo che va dall'apertura alla firma del presente protocollo fino alla sua entrata in vigore, il presente protocollo avrà effetto alla data stabilito dal paragrafo 1 precedente.

#### Articolo 7.

1. Il testo originale del presente protocollo, in lingua inglese e francese, ciascuna delle versioni essendo ugualmente autentica, sarà depositato presso il depositario che ne trasmetterà copie autenticate conformi a tutti gli Stati che lo avranno firmato o che abbiano depositato uno strumento di adesione.

2. Il depositario informerà al più presto tutte le Parti contraenti alla convenzione, nonché tutti gli Stati che hanno firmato ed hanno aderito al presente protocollo:

a) delle firme del presente protocollo;

b) del deposito degli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione del presente protocollo.

TESTO RIVEDUTO DELLA VERSIONE ORIGINALE FRANCESE

*Convenzione relativa alle zone umide d'importanza internazionale in particolare quali habitats degli uccelli acquatici.*

#### LE PARTI CONTRAENTI

Riconoscendo l'interdipendenza dell'uomo e del suo ambiente;

Considerando le funzioni ecologiche fondamentali delle zone umide in quanto regolatrici del regime delle acque, ed in quanto habitats di una flora e di una fauna caratteristiche ed in particolare degli uccelli acquatici;

Convinte che le zone umide costituiscono una risorsa di grande valore economico, culturale, scientifico e ricreativo, la cui scomparsa sarebbe irreparabile;

Desiderose di arginare, ora ed in futuro, i graduali sconfinamenti in dette zone umide, nonché la scomparsa di dette zone;

Riconoscendo che gli uccelli acquatici, nelle loro migrazioni stagionali, possono attraversare le frontiere e devono, di conseguenza, essere considerati come una risorsa internazionale;

Convinte che la conservazione delle zone umide, della loro flora e della loro fauna, possa essere assicurata abbinando politiche nazionali a lungo termine ad un'azione internazionale coordinata;

Hanno convenuto quanto segue:

#### Articolo 1.

1. Ai sensi della presente convenzione, per zone umide si intendono distese di paludi, di torbiere o di acque naturali o artificiali, permanenti o temporanee, dove l'acqua è

stagnante o corrente, dolce, salmastra o salata, ivi comprese distese di acqua marina la cui profondità a marea bassa non superi sei metri.

2. Ai sensi della presente convenzione, per uccelli acquatici si intendono uccelli la cui esistenza dipende, ecologicamente, dalle zone umide.

#### Articolo 2.

1. Ciascuna Parte contraente dovrà indicare le zone umide appropriate del suo territorio da includere nella lista delle zone umide d'importanza internazionale, qui di seguito denominata «la lista», conservata presso l'ufficio istituito in conformità all'articolo 8. I confini di ogni zona umida dovranno essere descritti in maniera precisa e riportati su di una mappa, essi potranno includere delle zone rivierasche o costiere contigue alla zona umida, ed isole o distese di acqua marina di profondità superiore a sei metri a marea bassa, circondate dalle zone umide, in particolare allorché dette zone, isole o distese d'acqua, abbiano un'importanza in quanto habitats degli uccelli acquatici.

2. La scelta delle zone umide da includere nella lista dovrebbe basarsi sulla loro importanza internazionale sotto il profilo ecologico, botanico, zoologico, limnologico o idrologico. Dovrebbero innanzitutto essere incluse nella lista le zone umide che rivestono importanza internazionale, in tutte le stagioni, per gli uccelli acquatici.

3. L'inclusione di una zona umida nella lista avviene senza pregiudizio dei diritti esclusivi di sovranità della Parte contraente, sul cui territorio essa è ubicata.

4. Ciascuna Parte contraente indica almeno una zona umida da iscrivere nella lista al momento di firmare la convenzione o di depositare il proprio strumento di ratifica o di adesione, in conformità alle disposizioni dell'art. 9.

5. Ciascuna Parte contraente ha diritto di aggiungere alla lista altre zone umide ubicate sul suo territorio, di ampliare quelle già incluse, oppure, per motivi urgenti di interesse nazionale, di togliere dalla lista, o ridurre, la distesa delle zone umide già incluse. Essa informerà di dette modifiche, il più rapidamente possibile, l'Organizzazione o il Governo responsabile dell'ufficio permanente come specificato dall'articolo 8.

6. Ciascuna Parte contraente terrà conto dei suoi impegni a livello internazionale, ai fini della conservazione, della gestione e di un razionale uso delle popolazioni migratorie di uccelli acquatici, sia quando designa le zone del suo territorio da includere nella lista, sia quando esercita il suo diritto di modificare dette inclusioni:

#### Articolo 3.

1. Le Parti contraenti elaboreranno ed applicheranno i loro piani regolatori, in modo da favorire la conservazione delle zone umide incluse nella lista, e per quanto possibile, l'uso razionale delle zone umide del loro territorio.

2. Ciascuna Parte contraente adotterà le disposizioni necessarie per essere informata al più presto delle modifiche relative alle caratteristiche ecologiche delle zone umide situate sul suo territorio ed incluse nella lista, che si sono verificate, o siano in atto o suscettibili di verificarsi, a seguito di evoluzioni tecnologiche, di inquinamento o altri interventi dell'uomo. Le informazioni relative a dette modifiche verranno immediatamente trasmesse all'Organismo o al Governo responsabile dell'ufficio permanente specificato all'articolo 8.

#### Articolo 4.

1. Ciascuna Parte contraente favorirà la conservazione delle zone umide e degli uccelli acquatici, creando riserve naturali nelle zone umide, sia che queste figurino o no nella lista, e provvederà in maniera adeguata alla loro sorveglianza.

2. Se una Parte contraente, per motivi urgenti d'interesse nazionale, toglie una zona umida inclusa nella lista, o ne riduce l'estensione, essa dovrebbe compensare, per quanto possibile, qualsiasi diminuzione di risorse di zone umide, ed in particolare dovrebbe creare nuove riserve naturali per gli uccelli acquatici e per la protezione, nella stessa regione o altrove, di una parte adeguata del loro habitat primitivo.

3. Le Parti contraenti incoraggeranno la ricerca e lo scambio di dati e di pubblicazioni relative alle zone umide, alla loro flora ed alla loro fauna.

4. Le Parti contraenti faranno il possibile, mediante una adeguata gestione, per aumentare le popolazioni di uccelli acquatici nelle zone umide appropriate.

#### Articolo 5.

Le Parti contraenti si consulteranno in merito all'esecuzione degli obblighi derivanti dalla convenzione, in particolare nel caso di una zona umida che si estende sui territori di più Parti contraenti o qualora un bacino idrografico sia suddiviso tra varie Parti contraenti.

Esse cercheranno di coordinare ed allo stesso tempo di favorire le loro politiche e normative presenti e future, relative alla conservazione delle zone umide, della loro flora e della loro fauna.

#### Articolo 6.

1. Le Parti contraenti organizzeranno, qualora necessario, delle conferenze riguardo alla conservazione delle zone umide e degli uccelli acquatici.

2. Dette conferenze saranno di natura consultiva; avranno in particolare competenza:

- a) per discutere l'applicazione della convenzione;
- b) per discutere delle aggiunte e delle modifiche da apportare alla lista;
- c) per esaminare le informazioni relative alle modifiche delle caratteristiche ecologiche delle zone umide incluse nella lista, fornite in applicazione del paragrafo 2 dell'art. 3;

d) per fare raccomandazioni, di ordine generale o particolare, alle Parti contraenti, riguardo alla conservazione, alla gestione ed all'uso razionale delle zone umide, della loro flora e della loro fauna;

e) per domandare agli organismi internazionali competenti di elaborare relazioni e statistiche su temi di natura essenzialmente internazionale concernenti le zone umide.

3. Le Parti contraenti notificheranno, ai responsabili ad ogni livello della gestione delle zone umide, le raccomandazioni delle predette conferenze relative alla conservazione, alla gestione ed all'uso razionale delle zone umide e della loro flora e della loro fauna, ed esse prenderanno in considerazione le predette raccomandazioni.

#### Articolo 7.

1. Le Parti contraenti dovranno includere, nella loro delegazione presso dette conferenze, persone con la qualifica di esperti di zone umide o di uccelli acquatici acquisita mediante conoscenze ed esperienze derivanti da funzioni scientifiche, amministrative od altri incarichi o da altre funzioni specifiche.

2. Ciascuna delle parti contraenti rappresentate ad una conferenza dispone di un voto, essendo le raccomandazioni adottate a maggioranza semplice dei voti espressi con riserva che la metà almeno delle Parti contraenti partecipi alle votazioni.

#### Articolo 8.

1. In virtù della presente convenzione, l'Unione internazionale per la conservazione della natura e delle sue risorse, svolge le funzioni dell'ufficio permanente, fino al momento in cui un'altra organizzazione o un altro Governo vengano designati da una maggioranza di due terzi di tutte le Parti contraenti.

2. Le funzioni dell'ufficio permanente sono in particolare:

a) di aiutare a convocare ed organizzare le conferenze di cui all'art. 6;

b) di tenere la lista delle zone umide d'importanza internazionale, e di ricevere dalle Parti contraenti le informazioni previste dal paragrafo 5 dell'art. 2, concernenti ogni aggiunta, estensione, soppressione o diminuzione, relativa alle zone umide incluse nella lista;

c) di ricevere dalle Parti contraenti le informazioni previste, in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 3, concernenti ogni modifica delle condizioni ecologiche delle zone umide incluse nella lista;

d) di notificare a tutte le Parti contraenti ogni modifica della lista, o ogni cambiamento delle caratteristiche delle zone umide incluse, e di adottare disposizioni affinché queste questioni siano discusse alla prossima conferenza;

e) di informare la Parte contraente interessata delle raccomandazioni delle conferenze, per quanto riguarda le modifiche della lista o i cambiamenti delle caratteristiche delle zone umide incluse.

#### Articolo 9.

1. La convenzione è aperta alla firma per una durata indeterminata.

2. Ciascun membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una delle istituzioni specializzate, o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, od ogni Parte allo statuto della Corte internazionale di giustizia, potrà divenire Parte contraente alla presente convenzione mediante:

- a) firma senza riserva di ratifica;
- b) firma con riserva di ratifica, seguita dalla ratifica;
- c) adesione.

3. La ratifica o l'adesione avverranno mediante il deposito di uno strumento di ratifica o di adesione presso il direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura (qui di seguito denominato il «depositario»).

#### Articolo 10.

1. La convenzione entrerà in vigore quattro mesi dopo che sette Stati saranno divenuti Parti contraenti alla convenzione, in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 9.

2. Successivamente, la convenzione entrerà in vigore, per ognuna delle Parti contraenti, quattro mesi dopo la data della sua firma, senza riserva di ratifica, o dal deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

#### Articolo 11.

1. La convenzione rimarrà in vigore per una durata indeterminata.

2. Ogni Parte contraente potrà denunciare la convenzione dopo un periodo di cinque anni successivo alla data alla quale essa è entrata in vigore per detta Parte, inviandone notifica per iscritto al depositario. La denuncia avrà effetto quattro mesi dopo il giorno in cui la notifica sarà stata ricevuta dal depositario.

#### Articolo 12.

1. Il depositario informerà al più presto tutti gli Stati firmatari della convenzione o che vi abbiano aderito:

- a) delle firme della convenzione;
- b) dei depositi degli strumenti di ratifica della convenzione;
- c) dei depositi degli strumenti di adesione alla convenzione;
- d) della data di entrata in vigore della convenzione;
- e) delle notifiche di denuncia della convenzione.



2. Quando la Convenzione sarà entrata in vigore, il depositario la farà registrare presso il segretario delle Nazioni Unite conformemente all'art. 102 dello statuto.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, a tal fine debitamente delegati, hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a Ramsar il 2 febbraio 1971, in un solo esemplare originale in lingua inglese, francese, tedesca e russa; il testo inglese servirà da riferimento in caso di divergenze d'interpretazione, ed un esemplare sarà affidato al depositario il quale ne rilascerà copie autenticate conformi a tutte le parti contraenti.

87G0333

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA  
7 aprile 1987, n. 185.

Prelevamento della somma di L. 5.073.510.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste per l'anno finanziario 1987.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 9 della legge 5 agosto 1978, n. 468, concernente «Riforma di alcune norme di contabilità generale dello Stato in materia di bilancio», con il quale è istituito, nello stato di previsione del Ministero del tesoro, un fondo di riserva per le spese impreviste al fine di provvedere alle eventuali deficienze delle assegnazioni di bilancio rispondenti alle caratteristiche indicate nello stesso articolo;

Visto l'art. 87 della Costituzione della Repubblica;

Vista la legge 7 febbraio 1987, n. 36, concernente disciplina delle esequie di Stato;

Vista la legge 22 dicembre 1986, n. 911;

Considerato che sul fondo di riserva per le spese impreviste iscritto nello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1987 esiste la necessaria disponibilità;

Sulla proposta del Ministro del tesoro;

Decreta:

Dal fondo di riserva per le spese impreviste iscritto al cap. 6855 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1987 è autorizzato il prelevamento, in termini sia di competenza sia di cassa, di complessive L. 5.073.510.000 che si iscrivono ai sottoindicati capitoli dei seguenti stati di previsione per il detto anno finanziario:

*Presidenza del Consiglio dei Ministri:*

Cap. 1189. — Spese per le esequie di stato	L.	22.000.000
Cap. 1797. — Spese di rappresentanza	»	40.000.000
Cap. 2913. — Indennità, ecc. missioni nel territorio nazionale	»	30.000.000

Cap. 2957. — Manutenzione, ecc. locali e dei relativi impianti	L.	100.000.000
Cap. 3983. — Indennità, ecc. missioni nel territorio nazionale.	»	40.000.000
Cap. 4032. — Spese di rappresentanza.	»	30.000.000

*Ministero del tesoro:*

Cap. 4420. — Manutenzione, ecc.	L.	1.000.000.000
---------------------------------	----	---------------

*Ministero delle finanze:*

Cap. 5381. — Fitto di locali, ecc.	L.	2.000.000.000
------------------------------------	----	---------------

*Ministero dei trasporti:*

Cap. 1006. — Indennità, ecc.	L.	10.000.000
Cap. 1506. — Indennità, ecc.	»	25.000.000
Cap. 1507. — Indennità, ecc.	»	25.000.000
Cap. 2007. — Indennità, ecc.	»	25.000.000
Cap. 2056. — Fitto di locali, ecc.	»	1.321.000.000

*Ministero del lavoro e della previdenza sociale:*

Cap. 1006. — Indennità, ecc.	L.	15.000.000
------------------------------	----	------------

*Ministero della marina mercantile:*

Cap. 1099. — Manutenzione, ecc.	L.	150.000.000
---------------------------------	----	-------------

*Ministero delle partecipazioni statali:*

Cap. 1096. — Fitto di locali, ecc.	L.	225.510.000
------------------------------------	----	-------------

*Ministero della sanità:*

Cap. 1005. — Indennità, ecc.	L.	15.000.000
	L.	5.073.510.000

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 7 aprile 1987

COSSIGA

GORIA, *Ministro del tesoro*

Visto, il Guardasigilli: ROGNONI  
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 maggio 1987  
Registro n. 16 Tesoro, foglio n. 34

86G0352